# Convention de Tampere

# Tampere Convention

# Convenio de Tampere

# Convention de Tampere

# Tampere Convention

# Convenio de Tampere

## Table des matières

*Page*

**Convention de Tampere** ..... 1

**Certification de conformité** ..... 3e page de couverture

## Table of contents

*Page*

**Tampere Convention** ..... 1

**Certification of conformity** ..... inside back cover

## Índice

*Página*

**Convenio de Tampere** ..... 1

**Certificación de conformidad** ..... contracubierta interior

# Convention de Tampere
# sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe

*Page*


Article 1 – Définitions ..... 7

Article 2 – Coordination ..... 9

Article 3 – Disposition d'ordre général ..... 9

Article 4 – Mise à dispostion d'une assistance en matière de télécommunication ..... 11

Article 5 – Privilèges, immunités et facilités ..... 12

Article 6 – Cessation de l'assistance ..... 14

Article 7 – Paiement ou remboursement des frais ou des droits ..... 15

Article 8 – Inventaire des informations concernant l'assistance en matière de télécommunication ..... 17

Article 9 – Obstacles réglementaires ..... 19

Article 10 – Relations avec les autres accords internationaux ..... 21

Article 11 – Règlement des différends ..... 21

Article 12 – Entrée en vigueur ..... 23

Article 13 – Amendements ..... 23

Article 14 – Réserves ..... 24

Article 15 – Dénonciation ..... 24

Article 16 – Dépositaire ..... 25

Article 17 – Textes faisant foi ..... 25

LES ÉTATS PARTIES À LA PRÉSENTE CONVENTION,

*reconnaissant*

que les catastrophes sont d'une gravité croissante par leur ampleur, leur complexité, leur fréquence et leur impact et ont des conséquences particulièrement graves dans les pays en développement,

*rappelant*

que les organismes de secours et d'assistance humanitaires ont besoin de ressources de télécommunication fiables et souples pour mener à bien leurs tâches vitales,

*rappelant également*

que les ressources de télécommunication jouent un rôle essentiel en permettant d'assurer plus facilement la sécurité du personnel chargé des secours et de l'assistance humanitaires,

*rappelant en outre*

que la radiodiffusion joue un rôle déterminant dans la diffusion d'informations précises destinées aux populations sinistrées,

*convaincus*

que la mise en œuvre judicieuse et à brefs délais de ressources de télécommunication et la circulation efficace et rapide d'informations précises et fiables sont essentielles pour réduire les pertes en vies humaines, les souffrances et les dégâts causés par les catastrophes aux biens et à l'environnement,

*préoccupés*

par les conséquences des catastrophes sur les installations de télécommunication et la circulation des informations,

*conscients*

des besoins particuliers des pays les moins avancés sujets à des catastrophes naturelles en matière d'assistance technique pour mettre en place des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe,

*réaffirmant*

la priorité absolue accordée aux télécommunications d'urgence destinées à sauver des vies humaines dans plus de cinquante instruments réglementaires internationaux, dont la Constitution de l'Union internationale des télécommunications,

*notant*

les antécédents de la coopération et de la coordination internationales pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, et en particulier le fait que la mise en œuvre et l'utilisation rapides de ressources de télécommunication peuvent contribuer à sauver des vies humaines,

*notant en outre*

les travaux de la Conférence internationale sur les communications en cas de catastrophe (Genève, 1990) relatifs au rôle joué par les systèmes de télécommunication pour remédier aux catastrophes et faire face à leurs conséquences,

*notant en outre*

que les auteurs de la Déclaration de Tampere sur les communications en cas de catastrophe (Tampere, 1991) ont instamment demandé que des systèmes de télécommunication fiables soient utilisés pour atténuer les effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe et que soit rédigée une Convention internationale sur les communications en cas de catastrophe pour faciliter l'emploi de ces systèmes,

*notant en outre*

la Résolution 44/236 de l'Assemblée générale des Nations Unies proclamant la période 1990-2000 Décennie internationale de prévention des catastrophes naturelles, et la Résolution 46/182 demandant le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence,

*notant en outre*

le rôle prépondérant joué par les ressources de communication dans la Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr et le Plan d'action adoptés par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles (Yokohama, 1994),

*notant en outre*

la Résolution 7 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (Buenos Aires, 1994), entérinée par la Résolution 36 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Kyoto, 1994), par laquelle la Conférence priait instamment les gouvernements de prendre toutes les mesures envisageables dans la pratique pour faciliter la mise à disposition rapide et l'utilisation efficace d'équipements de télécommunication en vue de l'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe, en réduisant et, lorsque cela est possible, en supprimant les obstacles réglementaires et en renforçant la coopération transfrontière entre les Etats,

*notant ou outre*

la Résolution 644 de la Conférence mondiale des radiocommunications (Genève, 1997) par laquelle la Conférence priait instamment les gouvernements d'apporter leur concours plein et entier à l'adoption de la présente Convention et à sa mise en œuvre au niveau national,

*notant en outre*

la Résolution 19 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (La Valette, 1998) par laquelle la Conférence priait instamment les gouvernements de poursuivre leur examen de la présente Convention en vue d'envisager d'apporter leur concours plein et entier à son adoption,

*notant en outre*

la Résolution 51/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies encourageant la mise au point d'une procédure transparente et rapide pour l'établissement de modalités de coordination efficaces en matière de secours en cas de catastrophe et le développement du réseau ReliefWeb en tant que système d'information à l'échelon mondial pour la diffusion d'éléments d'information fiables et actuels sur les situations d'urgence et catastrophes naturelles,

*se référant*

aux conclusions du Groupe de travail sur les télécommunications d'urgence en ce qui concerne le rôle essentiel joué par les télécommunications dans l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours,

*avec l'appui*

des travaux de nombreux Etats, organismes des Nations Unies, organisations gouvernementales, intergouvernementales ou non gouvernementales, agences d'aide humanitaire, fournisseurs d'équipement et de services de télécommunication, représentants de la presse, universités et organisations œuvrant dans le domaine des communications ou des secours en cas de catastrophe, afin d'améliorer et de faciliter les communications liées aux opérations de secours en cas de catastrophe,

*désireux*

de faire en sorte de mettre rapidement à disposition des ressources de télécommunication fiables pour atténuer les effets des catastrophes et permettre le déroulement des opérations de secours, et,

*désireux en outre*

de faciliter la coopération internationale visant à atténuer les effets des catastrophes,

*décident de ce qui suit:*

## Article 1

## Définitions

Sauf indication contraire suivant le contexte dans lequel ils sont utilisés, les termes ci-dessous ont la signification suivante aux fins de la présente Convention:

1. Un «Etat partie» est un Etat qui a accepté d'être lié par la présente Convention.

2. On entend par «Etat partie prêtant assistance» un Etat partie à la présente Convention prêtant à ce titre une assistance en matière de télécommunication.

3. On entend par «Etat partie demandeur» un Etat partie à la présente Convention demandant à ce titre une assistance en matière de télécommunication.

4. On entend par «la présente Convention» la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe.

5. On entend par «dépositaire» le dépositaire de la présente Convention tel qu'il est désigné dans l'article 16.

6. On entend par «catastrophe» une grave perturbation du fonctionnement de la société causant une menace réelle et généralisée à la vie ou à la santé humaine, aux biens ou à l'environnement, que la cause en soit un accident, un phénomène naturel ou une activité humaine et qu'il s'agisse d'un événement soudain ou du résultat de processus complexes se déroulant sur une longue période.

7. On entend par «atténuation des effets des catastrophes» les mesures conçues pour prévenir, prévoir ou surveiller les catastrophes, s'y préparer, y faire face et en atténuer les conséquences.

8. On entend par «risque sanitaire» le brusque déclenchement de maladies infectieuses, telles que les épidémies ou les pandémies, ou tout autre événement causant une menace réelle à la vie ou à la santé humaine et susceptible de déclencher une catastrophe.

9. On entend par «risque naturel» un événement ou un processus, tels que séisme, incendie, inondation, vent, glissement de terrain, avalanche, cyclone, tsunami, invasion d'insectes, sécheresse ou éruption volcanique qui sont susceptibles de déclencher une catastrophe.

10. On entend par «organisation non gouvernementale» toute organisation, y compris les entités privées et les entreprises, autre qu'un Etat, une organisation gouvernementale ou une organisation intergouvernementale, travaillant dans le domaine de l'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe et/ou de la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe.

11. On entend par «entité autre qu'un Etat» toute entité, autre qu'un Etat, y compris les organisations non gouvernementales et le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, travaillant dans le domaine de l'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe et/ou de la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe.

12. On entend par «opérations de secours» les activités destinées à réduire les pertes humaines, les souffrances et les dégâts aux biens et/ou à l'environnement causés par une catastrophe.

13. On entend par «assistance en matière de télécommunication» la mise à disposition de ressources de télécommunication ou d'autres ressources ou supports destinés à faciliter l'utilisation des ressources de télécommunication.

14. On entend par «ressources de télécommunication» le personnel, les équipements, les matériels, les informations, la formation, le spectre des fréquences radioélectriques, la capacité de réseau ou de transmission ou toute autre ressource nécessaire aux télécommunications.

15. On entend par «télécommunications» toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, fibre optique ou autres systèmes électromagnétiques.

## Article 2

## Coordination

1. Le coordonnateur des Nations Unies pour les secours d'urgence est le coordonnateur des opérations pour la présente Convention et s'acquitte des responsabilités du coordonnateur des opérations définies dans les articles 3, 4, 6, 7, 8 et 9.

2. Le coordonnateur des opérations demande la coopération des institutions compétentes des Nations Unies, notamment de l'Union internationale des télécommunications, pour l'aider à réaliser les objectifs de la présente Convention et, en particulier, à remplir les responsabilités visées aux articles 8 et 9, et pour fournir tout appui technique nécessaire, conformément à leur objet.

3. Les responsabilités du coordonnateur des opérations se limitent, au titre de la présente Convention, aux activités de coordination d'un caractère international.

## Article 3

## Dispositions générales

1. Les Etats parties collaborent entre eux ainsi qu'avec les entités autres que des Etats et les organisations intergouvernementales, conformément aux dispositions de la présente Convention, afin de faciliter l'utilisation des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe.

2. Cette utilisation peut comprendre, mais non exclusivement:

   a) la mise en œuvre d'équipement de télécommunication de Terre et par satellite pour prévoir et surveiller les risques naturels, les risques sanitaires et les catastrophes et pour fournir des informations y relatives;

b) le partage des informations concernant les risques naturels, les risques sanitaires et les catastrophes entre les Etats parties et avec d'autres Etats et des entités autres que des Etats, et la diffusion de ces informations auprès du public et notamment des communautés exposées;

c) la mise à disposition rapide d'une assistance en matière de télécommunication pour atténuer les effets d'une catastrophe; et

d) l'installation et la mise en œuvre de ressources de télécommunication fiables et souples qui seront utilisées par les organisations de secours et d'assistance humanitaires.

3. Pour faciliter cette utilisation, les Etats parties peuvent conclure des accords ou des arrangements internationaux ou bilatéraux additionnels.

4. Les Etats parties demandent au coordonnateur des opérations, en consultation avec l'Union internationale des télécommunications, le dépositaire, les autres institutions des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de tout mettre en œuvre, conformément aux dispositions de la présente Convention, pour:

a) élaborer, d'entente avec les Etats parties, des modèles d'accords sur lesquels pourront se fonder les accords internationaux ou bilatéraux facilitant la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe;

b) mettre à la disposition des Etats parties, des autres Etats, des entités autres que les Etats et des organisations intergouvernementales des modèles d'accord, des meilleures pratiques et autres informations pertinentes concernant la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, par moyens électroniques ou autres mécanismes appropriés;

c) élaborer, exploiter et tenir à jour les procédures et systèmes de collecte et de diffusion d'informations nécessaires à la mise en œuvre de la présente Convention; et

d) informer les Etats des conditions énoncées par la présente Convention et faciliter et soutenir la coopération entre les Etats parties prévue dans ladite Convention.

5. Les Etats parties coopèrent entre eux en vue de renforcer la capacité des organisations gouvernementales, des entités autres que des Etats et des organisations intergouvernementales pour leur permettre de mettre sur pied des mécanismes de formation à l'utilisation et à l'exploitation des équipements ainsi que des stages d'apprentissage des techniques de développement, de conception et de construction d'installations de télécommunication d'urgence propres à faciliter la prévention et la surveillance des catastrophes ainsi que la réduction de leurs effets.

## Article 4

## Mise à disposition d'une assistance en matière de télécommunication

1. Un Etat partie demandant une assistance en matière de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe peut s'adresser à tout autre Etat partie, soit directement, soit par l'intermédiaire du coordonnateur des opérations. Dans le deuxième cas, le coordonnateur des opérations communique immédiatement ladite demande à tous les autres Etats parties concernés; dans le premier cas, l'Etat partie demandeur informe au plus tôt le coordonnateur des opérations.

2. Un Etat partie demandeur d'une assistance en matière de télécommunication précise l'ampleur et le type d'assistance requise et les mesures prises en application des articles 5 et 9 de la présente Convention et, lorsque cela est réalisable, fournit à l'Etat partie auquel il s'adresse et/ou au coordonnateur des opérations toute autre information nécessaire pour déterminer dans quelle mesure ledit Etat partie peut répondre à sa demande.

3. Chaque Etat partie auquel est adressée une demande d'assistance en matière de télécommunication, que ce soit directement ou par l'intermédiaire du coordonnateur des opérations, détermine et fait savoir immédiatement à l'Etat partie demandeur s'il est prêt à fournir l'assistance requise, soit directement, soit autrement, et indique la portée, les termes, conditions et restrictions applicables à cette assistance ainsi que, le cas échéant, les coûts y afférents.

4. Tout Etat partie, décidant de fournir une assistance en matière de télécommunication en informe au plus tôt le coordonnateur des opérations.

5. Aucune assistance en matière de télécommunication ne sera fournie par un Etat partie au titre de la présente Convention sans le consentement de l'Etat partie demandeur. Ce dernier a le droit de refuser la totalité ou une partie de l'assistance en matière de télécommunication que lui propose un autre Etat partie conformément à sa législation et à sa politique générale.

6. Les Etats parties reconnaissent en vertu du présent article aux Etats parties demandeurs le droit de demander une assistance en matière de télécommunication directement à des entités autres que des Etats ou à des organisations intergouvernementales et reconnaissent aux entités autres que des Etats et aux organisations intergouvernementales le droit, conformément aux dispositions légales auxquelles elles sont soumises de fournir une assistance en matière de télécommunication aux Etats parties demandeurs.

7. Une entité autre qu'un Etat ou une organisation intergouvernementale peut ne pas être un «Etat partie demandeur» et ne pas être autorisée à demander une assistance en matière de télécommunication au titre de la présente Convention.

8. Aucune disposition de la présente Convention n'altère le droit d'un Etat partie, en application de sa législation nationale, de diriger, de gérer, de coordonner et de superviser l'assistance en matière de télécommunication fournie sur son territoire au titre de la présente Convention.

## Article 5

## Privilèges, immunités et facilités

1. L'Etat partie demandeur accorde, dans les limites permises par sa législation nationale, aux personnes autres que ses ressortissants et aux organisations autres que celles qui ont leur siège ou sont domiciliées sur son

territoire, qui agissent aux termes de la présente Convention et qui ont été dûment notifiées à l'Etat partie demandeur et acceptées par lui, les privilèges, immunités et facilités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions y compris, mais non exclusivement:

a) l'immunité en matière d'arrestation, de détention et de juridiction, y compris en ce qui concerne la compétence en matière civile, pénale et administrative de l'Etat partie demandeur eu égard aux actes ou omissions liés spécifiquement et directement à la fourniture d'assistance en matière de télé-communication;

b) l'exonération d'impôts, de taxes ou autres droits, à l'exception de ceux qui sont habituellement compris dans le prix des biens et des services, dans l'exercice de leurs fonctions d'assistance ou pour les équipements, le matériel et les autres biens amenés ou achetés sur le territoire de l'Etat partie demandeur afin de fournir une assistance en matière de télécommunication au titre de la présente Convention; et

c) l'immunité contre la saisie, la saisie-arrêt ou la réquisition de ces équipements, matériel et biens.

2. L'Etat partie demandeur fournit, dans la mesure de ses capacités, des installations et des services sur place pour la gestion appropriée et efficace de l'assistance en matière de télécommunication; il doit entre autres faire en sorte que les équipements de télécommunication amenés sur son territoire au titre de la présente Convention soient agréés dans les plus brefs délais ou exemptés de l'agrément conformément à ses dispositions légales et réglementaires.

3. L'Etat partie demandeur garantit la protection du personnel, des équipements et du matériel amenés sur son territoire au titre de la présente Convention.

4. La propriété des équipements et du matériel fournis au titre de la présente Convention ne doit pas souffrir de l'usage qu'il en sera fait au titre de la présente Convention. L'Etat partie demandeur fait en sorte que ces équipements, ce matériel et ces biens soient rendus dans les meilleurs délais à l'Etat partie qui prête assistance.

5. L'Etat partie demandeur ne peut orienter la mise en œuvre ou l'utilisation de quelque ressource de télécommunication que ce soit fournie au titre de la présente Convention à des fins qui ne soient pas directement liées à

la prévision ou à la surveillance des catastrophes, ou aux mesures visant à s'y préparer, y faire face, en atténuer les effets ou fournir des secours pendant les catastrophes ou à la suite de celles-ci.

6. Aucune disposition du présent article n'exige d'un Etat partie demandeur qu'il octroie à ses ressortissants ou à ses résidents permanents, ou encore aux organisations ayant leur siège ou domiciliées sur son territoire des privilèges et immunités.

7. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités conformément aux dispositions du présent article, toutes les personnes pénétrant sur le territoire d'un Etat partie afin de fournir une assistance en matière de télécommunication ou de faciliter de toute autre manière l'utilisation de ressources de télécommunication au titre de la présente Convention, et toutes les organisations fournissant une assistance en matière de télécommunication ou facilitant de toute autre manière l'utilisation de moyens de télécommunication au titre de la présente Convention sont tenues de respecter la législation et la réglementation dudit Etat partie. Ces personnes et ces organisations ont également un devoir de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat partie sur le territoire duquel elles ont pénétré.

8. Aucune disposition du présent article ne doit préjuger des droits et obligations relatifs aux privilèges et immunités accordés aux personnes et aux organisations qui participent directement ou indirectement à l'assistance en matière de télécommunication, conformément à d'autres accords internationaux (dont la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale le 13 février 1946 et la Convention sur les privilèges et immunités des Institutions spécialisées adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1947) ou au droit international.

## Article 6

## Cessation de l'assistance

1. L'Etat partie demandeur ou l'Etat partie prêtant l'assistance peut, à tout moment, mettre fin à l'assistance en matière de télécommunication reçue ou fournie au titre de l'article 4 par notification écrite. Dès réception de cette notification, les Etats parties concernés procèdent à des consultations en vue

de mettre fin de manière appropriée et rapide à l'assistance, en tenant compte des risques pour la vie humaine que comporte la cessation de l'assistance et de ses conséquences sur les opérations en cours de secours en cas de catastrophe.

2. Les Etats parties fournissant ou recevant une assistance en matière de télécommunication en vertu de la présente Convention demeurent liés par les dispositions de la présente Convention après la cessation de l'assistance en question.

3. Tout Etat partie demandant la cessation de l'assistance en matière de télécommunication notifie le coordonnateur des opérations de cette demande. Le coordonnateur fournit l'aide demandée et nécessaire pour faciliter la cessation de l'assistance en matière de télécommunication.

## Article 7

## Paiement ou remboursement des frais ou des droits

1. Les Etats parties peuvent soumettre la fourniture d'une assistance en matière de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe à un accord relatif au paiement ou au remboursement des coûts ou des droits spécifiés, en gardant toujours à l'esprit les dispositions du paragraphe 9 du présent article.

2. Au cas où une telle condition s'applique, les Etats parties établissent par écrit, avant la fourniture d'assistance en matière de télécommunication:

a) l'obligation de paiement ou de remboursement;

b) le montant de ce paiement ou remboursement ou encore les modalités selon lesquelles il est calculé; et

c) les autres termes, conditions ou restrictions applicables à ce paiement ou remboursement, y compris, mais non exclusivement, la monnaie dans laquelle ce paiement ou ce remboursement est effectué.

3. Les conditions énoncées aux paragraphes 2 b) et 2 c) du présent article peuvent être satisfaites par référence aux tarifs, taux ou prix publiés.

4. Afin que la négociation des accords relatifs au paiement et au remboursement ne retarde pas de manière indue la fourniture d'assistance en télécommunication, le coordonnateur des opérations élabore, d'entente avec les Etats parties, un modèle d'accord de paiement et de remboursement qui peut constituer la base de la négociation des obligations de paiement et de remboursement aux termes du présent article.

5. Aucun Etat partie n'est tenu de procéder au paiement ou au remboursement de coûts ou de droits aux termes de la présente Convention sans avoir au préalable exprimé son accord aux conditions établies par un Etat partie prêtant assistance conformément au paragraphe 2 du présent article.

6. Lorsque la fourniture d'assistance en matière de télécommunication est dûment soumise au paiement ou au remboursement de coûts ou de droits aux termes du présent article, ce paiement ou ce remboursement est effectué immédiatement après présentation de la demande de paiement ou de remboursement par l'Etat partie prêtant assistance.

7. Les fonds payés ou remboursés par un Etat partie demandeur dans le cadre de la fourniture d'assistance en matière de télécommunication sont librement transférables en dehors de la juridiction de l'Etat partie demandeur et ne doivent être ni l'objet de retards ni retenus.

8. Pour déterminer s'il convient de soumettre la fourniture d'assistance en matière de télécommunication à un accord prévoyant le paiement ou le remboursement de frais ou de droits spécifiés, le montant de ces coûts ou de ces droits et les termes, conditions et restrictions associés à leur paiement ou remboursement, les Etats parties tiennent notamment compte:

a) des principes des Nations Unies en matière d'assistance humanitaire;

b) de la nature de la catastrophe, du risque naturel ou du risque sanitaire;

c) des conséquences ou des conséquences potentielles de la catastrophe;

d) du lieu d'origine de la catastrophe;

e) de la région touchée ou potentiellement touchée par la catastrophe;

f) d'éventuelles précédentes catastrophes et de la probabilité de futures catastrophes dans la région touchée;

g) de la capacité de chaque Etat touché par la catastrophe, le risque naturel ou le risque sanitaire de se préparer ou de faire face à un tel événement; et

h) des besoins des pays en développement.

9. Le présent article s'applique en outre aux cas où une assistance en matière de télécommunication est fournie par une entité autre qu'un Etat ou par une organisation intergouvernementale, à condition:

a) que l'Etat partie demandeur ait consenti à ce que cette assistance en matière de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe soit mise à sa disposition et n'y ait pas mis fin;

b) que l'entité autre qu'un Etat ou l'organisation intergouvernementale fournissant cette assistance en matière de télécommunication ait informé l'Etat partie demandeur de son acceptation du présent article et des articles 4 et 5; et

c) que l'application du présent article ne soit pas incompatible avec tout autre accord concernant les relations entre l'Etat partie demandeur et l'entité autre qu'un Etat ou l'organisation intergouvernementale fournissant cette assistance en matière de télécommunication.

## Article 8

## Inventaire des informations concernant l'assistance en matière de télécommunication

1. Chaque Etat partie notifie au coordonnateur des opérations le nom de son autorité ou de ses autorités:

a) chargée(s) des questions relevant de la présente Convention et autorisée(s) à demander, à offrir, à accepter l'assistance et à y mettre fin; et

b) habilitée(s) à déterminer les ressources gouvernementales, intergouvernementales et/ou non gouvernementales pouvant être dégagées pour faciliter l'utilisation des ressources de télécommunication pour atténuer les effets des catastrophes et pour permettre les opérations de secours en cas de catastrophe, ainsi que pour fournir une assistance en matière de télécommunication.

2. Chaque Etat partie doit s'efforcer d'informer promptement le coordonnateur des opérations de toute modification apportée aux informations communiquées conformément aux dispositions du présent article.

3. Le coordonnateur des opérations peut accepter qu'une entité autre qu'un Etat ou une organisation intergouvernementale lui notifie les procédures qu'elle applique pour autoriser à offrir une assistance en matière de télécommunication et à y mettre fin conformément au présent article.

4. Un Etat partie, une entité autre qu'un Etat ou une organisation intergouvernementale peut, à sa discrétion, inclure dans le dossier qu'il ou elle dépose auprès du coordonnateur des opérations des informations concernant des ressources de télécommunication particulières ou des plans relatifs à l'utilisation de ces ressources pour répondre à une demande d'assistance en matière de télécommunication présentée par un Etat partie demandeur.

5. Le coordonnateur des opérations tient à jour des exemplaires de toutes les listes d'autorités et diffuse rapidement ces informations aux Etats parties, aux autres Etats, aux entités autres que des Etats et aux organisations intergouvernementales compétentes, à moins qu'un Etat partie, une entité autre qu'un Etat ou une organisation intergouvernementale n'ait précédemment spécifié par écrit que la diffusion des informations qu'il ou elle a fournies doit être limitée.

6. Le coordonnateur des opérations traite la documentation déposée par des entités autres que des Etats ou par des organisations intergouvernementales selon les mêmes modalités qui sont applicables à la documentation déposée par des Etats parties.

## Article 9

## Obstacles réglementaires

1. Les Etats parties réduisent ou éliminent, si possible et en conformité avec leur législation nationale, les obstacles réglementaires à l'utilisation des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe, y compris la fourniture d'assistance en matière de télécommunication.

2. Les obstacles réglementaires peuvent comprendre les obstacles suivants, mais cette liste n'est pas limitative:

a) dispositions réglementaires limitant l'importation ou l'exportation d'équipements de télécommunication;

b) dispositions réglementaires limitant l'utilisation des équipements de télécommunication ou du spectre des fréquences radioélectriques;

c) dispositions réglementaires limitant les mouvements des personnels qui exploitent les équipements de télécommunication ou qui sont indispensables à leur utilisation efficace;

d) dispositions réglementaires limitant le transit des ressources de télécommunication en direction ou en provenance du territoire d'un Etat partie ou à travers ce territoire;

e) retards dus à l'administration de dispositions réglementaires de ce type.

3. La réduction des obstacles réglementaires peut prendre la forme des mesures suivantes, mais cette liste n'est pas limitative:

a) révision de la réglementation;

b) exemption de ressources de télécommunication spécifiées de l'application de ces dispositions réglementaires pendant l'utilisation de ces ressources aux fins d'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe;

c) autorisation préalable d'utiliser des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe, dans le respect de ces dispositions réglementaires;

d) reconnaissance de l'homologation à l'étranger des équipements de télécommunication et/ou des licences d'exploitation;

e) examen rapide des ressources de télécommunication en vue de leur utilisation pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe, dans le respect de ces dispositions réglementaires; et

f) levée temporaire de ces dispositions réglementaires en vue de l'utilisation de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe.

4. Chaque Etat partie facilite, à la demande de tout autre Etat partie et dans les limites permises par sa législation nationale, le transit à destination ou en provenance de son territoire ou à travers son territoire du personnel, des équipements, des matériels et des informations associés à l'utilisation des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe.

5. Chaque Etat Membre notifie au coordonnateur des opérations et aux autres Etats parties, directement ou par l'intermédiaire de celui-ci:

a) les mesures prises, au titre de la présente Convention, en vue de réduire ou d'éliminer les obstacles réglementaires de ce type;

b) les procédures mises à la disposition, au titre de la présente Convention, d'Etats parties, d'autres Etats, d'entités autres que des Etats et d'organisations intergouvernementales, en vue d'exempter les ressources de télécommunication spécifiées et utilisées pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe, de l'application de ces réglementations, pour procéder à l'autorisation préalable ou à l'examen accéléré de ces ressources dans le respect des réglementations applicables, la reconnaissance de l'homologation étrangère de ces ressources, ou la levée temporaire des réglementations normalement applicables à ces ressources;

c) les termes, conditions et restrictions associés, le cas échéant, à l'utilisation de ces procédures.

6. Le coordonnateur des opérations fournit régulièrement et rapidement aux Etats parties, aux autres Etats, aux entités autres que des Etats et aux organisations intergouvernementales une liste actualisée de ces mesures, de leur champ d'application, et des termes, conditions et restrictions associés, le cas échéant, à leur utilisation.

7. Nulle disposition du présent article n'autorise la violation ou l'abrogation d'obligations et de responsabilités imposées par la législation d'un pays, par le droit international ou bien par des accords multilatéraux ou bilatéraux, notamment en matière de douanes et de contrôles à l'exportation.

## Article 10

## Relations avec d'autres accords internationaux

La présente Convention n'altère pas les droits et obligations des Etats parties découlant d'autres accords internationaux ou du droit international.

## Article 11

## Règlement des différends

1. En cas de différend entre des Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Etats parties au différend procèdent à des consultations afin de régler le différend. Ces consultations commencent immédiatement après la déclaration écrite, remise par un Etat partie à un autre Etat partie, concernant l'existence d'un différend au titre de la présente Convention. L'Etat partie formulant une déclaration écrite concernant l'existence d'un différend remet immédiatement copie de cette déclaration au dépositaire.

2. Si un différend entre des Etats parties ne peut être réglé dans les six (6) mois à compter de la date de remise de la déclaration écrite à un Etat partie au différend, les Etats parties au différend peuvent demander à tout autre Etat partie, à une entité autre qu'un Etat ou à une organisation inter-gouvernementale d'utiliser ses bons offices pour faciliter le règlement du différend.

3. Si aucun des Etats parties ne cherche à s'assurer les bons offices d'un autre Etat partie, d'un Etat, d'une entité autre qu'un Etat ou d'une organisation intergouvernementale ou encore si les bons offices ne permettent pas de faciliter le règlement du différend dans les six (6) mois à compter de la demande de bons offices présentée, l'un ou l'autre Etat partie au différend peut alors:

a) demander que le différend soit soumis à un arbitrage contraignant; ou

b) soumettre le différend à la Cour internationale de justice pour décision, sous réserve que l'un et l'autre Etats parties au différend aient, au moment où ils ont signé ou ratifié la présente Convention ou bien au moment où ils y ont adhéré, ou bien encore à tout autre moment ultérieurement, accepté la juridiction de la Cour internationale de justice pour les différends de ce type.

4. Au cas où les Etats parties au différend demandent que le différend soit soumis à un arbitrage contraignant et soumettent le différend à la Cour internationale de justice pour décision, la saisine de la Cour internationale de justice a priorité.

5. En cas de différend entre un Etat partie demandeur d'une assistance en matière de télécommunication et une entité autre qu'un Etat ou une organisation intergouvernementale, dont le siège ou le domicile est situé hors du territoire de cet Etat partie, concernant la mise à disposition d'une assistance en matière de télécommunication conformément à l'article 4, l'Etat partie sur le territoire duquel l'entité autre qu'un Etat ou l'organisation intergouvernementale a son siège ou son domicile peut directement faire sienne la réclamation formulée par ladite entité comme réclamation d'Etat à Etat aux termes du présent article, à condition que cette substitution ne soit pas incompatible avec tout autre accord conclu entre l'Etat partie et l'entité autre qu'un Etat ou l'organisation intergouvernementale concernés par le différend.

6. Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la présente Convention ou lors de l'adhésion à la présente Convention, un Etat peut déclarer qu'il ne se considère pas comme lié par l'une ou l'autre des procédures de règlement des différends visées au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres Etats parties ne sont pas liés par une procédure de règlement des différends visées au paragraphe 3 vis-à-vis d'un Etat partie auquel s'applique une déclaration de ce type.

## Article 12

## Entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications à la Conférence intergouvernementale sur les télécommunications d'urgence à Tampere, le 18 juin 1998 et ensuite au siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, à compter du 22 juin 1998 jusqu'au 21 juin 2003.

2. Un Etat peut exprimer son consentement à être lié par la présente Convention:

a) par signature (définitive);

b) par signature soumise à ratification, acceptation ou approbation suivie du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) par dépôt d'un instrument d'adhésion.

3. La Convention entre en vigueur trente (30) jours après que trente (30) Etats auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou apposé leur signature définitive.

4. Pour chaque Etat ayant signé définitivement ou déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, une fois satisfaite la condition énoncée au paragraphe 3 du présent article, la présente Convention entre en vigueur trente (30) jours après la date de la signature définitive ou de l'expression du consentement à être lié.

## Article 13

## Amendements

1. Un Etat partie peut proposer des amendements à la présente Convention en soumettant lesdits amendements au dépositaire, qui les communique aux autres Etats parties pour approbation.

2. Les Etats parties informent le dépositaire s'ils approuvent ou non les amendements proposés dans les cent quatre-vingts (180) jours suivant leur réception.

3. Tout amendement approuvé par les deux tiers de tous les Etats parties est présenté dans un protocole qui est ouvert à la signature, auprès du dépositaire, par tous les Etats parties.

4. Le protocole entre en vigueur selon les mêmes modalités que la présente Convention. Pour chaque Etat ayant signé définitivement ledit protocole ou déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, une fois satisfaites les conditions applicables à l'entrée en vigueur du protocole, ledit protocole entre en vigueur pour ledit Etat partie trente (30) jours après la date de la signature définitive ou de l'expression du consentement à être lié.

## Article 14

## Réserves

1. Au moment de la signature définitive, de la ratification de la présente Convention ou de tout amendement y relatif, ou de l'adhésion à ladite Convention, un Etat partie peut formuler des réserves.

2. Un Etat partie peut à tout moment retirer sa réserve antérieure par notification écrite au dépositaire. Le retrait d'une réserve prend effet immédiatement après notification au dépositaire.

## Article 15

## Dénonciation

1. Un Etat partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet quatre-vingt-dix (90) jours après la date de dépôt de la notification écrite.

3. A la demande de l'Etat partie dénonçant la présente Convention, tous les exemplaires des listes des autorités ainsi que des mesures adoptées et des procédures disponibles pour réduire les obstacles réglementaires, qu'il aura précédemment communiqués, sont retirés à la date à laquelle prend effet ladite dénonciation.

## Article 16

## Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la présente Convention.

## Article 17

## Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnol, française et russe font également foi, est déposé auprès du dépositaire. Seuls les textes faisant foi en anglais, français et espagnol seront disponibles à la signature à Tampere, le 18 juin 1998. Le dépositaire élabore les textes faisant foi en arabe, chinois et russe dès que possible après cette date.

## Table des matières

*Page*

**Convention de Tampere** ..... 1

**Certification de conformité** ..... 3e page de couverture

## Table of contents

*Page*

**Tampere Convention** ..... 1

**Certification of conformity** ..... inside back cover

## Índice

*Página*

**Convenio de Tampere** ..... 1

**Certificación de conformidad** ..... contracubierta interior

# Tampere Convention
# on the Provision of Telecommunication Resources
# for Disaster Mitigation and Relief Operations

*Page*


Article 1 – Definitions ..... 7

Article 2 – Coordination ..... 9

Article 3 – General Provisions ..... 9

Article 4 – Provision of Telecommunication Assistance ..... 11

Article 5 – Privileges, Immunities, and Facilities ..... 12

Article 6 – Termination of Assistance ..... 14

Article 7 – Payment or Reimbursement of Costs or Fees ..... 15

Article 8 – Telecommunication Assistance Information Inventory ..... 17

Article 9 – Regulatory Barriers ..... 19

Article 10 – Relationship to Other International Agreements ..... 21

Article 11 – Dispute Settlement ..... 21

Article 12 – Entry into Force ..... 23

Article 13 – Amendments ..... 23

Article 14 – Reservations ..... 24

Article 15 – Denunciation ..... 24

Article 16 – Depository ..... 25

Article 17 – Authentic Texts ..... 25

THE STATES PARTIES TO THIS CONVENTION,

*recognizing*

that the magnitude, complexity, frequency and impact of disasters are increasing at a dramatic rate, with particularly severe consequences in developing countries,

*recalling*

that humanitarian relief and assistance agencies require reliable, flexible telecommunication resources to perform their vital tasks,

*further recalling*

the essential role of telecommunication resources in facilitating the safety of humanitarian relief and assistance personnel,

*further recalling*

the vital role of broadcasting in disseminating accurate disaster information to at-risk populations,

*convinced*

that the effective, timely deployment of telecommunication resources and that rapid, efficient, accurate and truthful information flows are essential to reducing loss of life, human suffering and damage to property and the environment caused by disasters,

*concerned*

about the impact of disasters on communication facilities and information flows,

*aware*

of the special needs of the disaster-prone least developed countries for technical assistance to develop telecommunication resources for disaster mitigation and relief operations,

*reaffirming*

the absolute priority accorded emergency life-saving communications in more than fifty international regulatory instruments, including the Constitution of the International Telecommunication Union,

*noting*

the history of international cooperation and coordination in disaster mitigation and relief, including the demonstrated life-saving role played by the timely deployment and use of telecommunication resources,

*further noting*

the Proceedings of the International Conference on Disaster Communications (Geneva, 1990), addressing the power of telecommunication systems in disaster recovery and response,

*further noting*

the urgent call found in the Tampere Declaration on Disaster Communications (Tampere, 1991) for reliable telecommunication systems for disaster mitigation and disaster relief operations, and for an international Convention on Disaster Communications to facilitate such systems,

*further noting*

United Nations General Assembly Resolution 44/236, designating 1990-2000 the International Decade for Natural Disaster Reduction, and Resolution 46/182, calling for strengthened international coordination of humanitarian emergency assistance,

*further noting*

the prominent role given to communication resources in the Yokohama Strategy and Plan of Action for a Safer World, adopted by the World Conference on Natural Disaster Reduction (Yokohama, 1994),

*further noting*

Resolution 7 of the World Telecommunication Development Conference (Buenos Aires, 1994), endorsed by Resolution 36 of the Plenipotentiary Conference of the International Telecommunication Union (Kyoto, 1994), urging governments to take all practical steps for facilitating the rapid deployment and the effective use of telecommunication equipment for disaster mitigation and relief operations by reducing and, where possible, removing regulatory barriers and strengthening cooperation among States,

*further noting*

Resolution 644 of the World Radiocommunication Conference (Geneva, 1997), urging governments to give their full support to the adoption of this Convention and to its national implementation,

*further noting*

Resolution 19 of the World Telecommunication Development Conference (Valletta, 1998), urging governments to continue their examination of this Convention with a view to considering giving their full support to its adoption,

*further noting*

United Nations General Assembly Resolution 51/194, encouraging the development of a transparent and timely procedure for implementing effective disaster relief coordination arrangements, and of ReliefWeb as the global information system for the dissemination of reliable and timely information on emergencies and natural disasters,

*with reference*

to the conclusions of the Working Group on Emergency Telecommunications regarding the critical role of telecommunications in disaster mitigation and relief,

*supported*

by the work of many States, United Nations entities, governmental, inter-governmental, and non-governmental organizations, humanitarian agencies, telecommunication equipment and service providers, media, universities and communication- and disaster-related organizations to improve and facilitate disaster-related communications,

*desiring*

to ensure the reliable, rapid availability of telecommunication resources for disaster mitigation and relief operations, and

*further desiring*

to facilitate international cooperation to mitigate the impact of disasters,

*have agreed as follows:*

## Article 1

## Definitions

Unless otherwise indicated by the context in which they are used, the terms set out below shall have the following meanings for the purposes of this Convention:

1. "State Party" means a State which has agreed to be bound by this Convention.

2. "Assisting State Party" means a State Party to this Convention providing telecommunication assistance pursuant hereto.

3. "Requesting State Party" means a State Party to this Convention requesting telecommunication assistance pursuant hereto.

4. "This Convention" means the Tampere Convention on the Provision of Telecommunication Resources for Disaster Mitigation and Relief Operations.

5. "The depositary" means the depositary for this Convention, as set forth in Article 16.

6. "Disaster" means a serious disruption of the functioning of society, posing a significant, widespread threat to human life, health, property or the environment, whether caused by accident, nature or human activity, and whether developing suddenly or as the result of complex, long-term processes.

7. "Disaster mitigation" means measures designed to prevent, predict, prepare for, respond to, monitor and/or mitigate the impact of, disasters.

8. "Health hazard" means a sudden outbreak of infectious disease, such as an epidemic or pandemic, or other event posing a significant threat to human life or health, which has the potential for triggering a disaster.

9. “Natural hazard” means an event or process, such as an earthquake, fire, flood, wind, landslide, avalanche, cyclone, tsunami, insect infestation, drought or volcanic eruption, which has the potential for triggering a disaster.

10. “Non-governmental organization” means any organization, including private and corporate entities, other than a State or governmental or inter-governmental organization, concerned with disaster mitigation and relief and/or the provision of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

11. “Non-State entity” means any entity, other than a State, including non-governmental organizations and the Red Cross and Red Crescent Movement, concerned with disaster mitigation and relief and/or the provision of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

12. “Relief operations” means those activities designed to reduce loss of life, human suffering and damage to property and/or the environment caused by a disaster.

13. “Telecommunication assistance” means the provision of telecommunication resources or other resources or support intended to facilitate the use of telecommunication resources.

14. “Telecommunication resources” means personnel, equipment, materials, information, training, radio-frequency spectrum, network or transmission capacity or other resources necessary to telecommunications.

15. “Telecommunications” means any transmission, emission, or reception of signs, signals, writing, images, sounds or intelligence of any nature, by wire, radio, optical fibre or other electromagnetic system.

## Article 2

## Coordination

1. The United Nations Emergency Relief Coordinator shall be the operational coordinator for this Convention and shall execute the responsibilities of the operational coordinator identified in Articles 3, 4, 6, 7, 8, and 9.

2. The operational coordinator shall seek the cooperation of other appropriate United Nations agencies, particularly the International Telecommunication Union, to assist it in fulfilling the objectives of this Convention, and, in particular, those responsibilities identified in Articles 8 and 9, and to provide necessary technical support, consistent with the purposes of those agencies.

3. The responsibilities of the operational coordinator under this Convention shall be limited to coordination activities of an international nature.

## Article 3

## General Provisions

1. The States Parties shall cooperate among themselves and with non-State entities and intergovernmental organizations, in accordance with the provisions of this Convention, to facilitate the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

2. Such use may include, but is not limited to:

   a) the deployment of terrestrial and satellite telecommunication equipment to predict, monitor and provide information concerning natural hazards, health hazards and disasters;

b) the sharing of information about natural hazards, health hazards and disasters among the States Parties and with other States, non-State entities and intergovernmental organizations, and the dissemination of such information to the public, particularly to at-risk communities;

c) the provision of prompt telecommunication assistance to mitigate the impact of a disaster; and

d) the installation and operation of reliable, flexible telecommunication resources to be used by humanitarian relief and assistance organizations.

3. To facilitate such use, the States Parties may conclude additional multinational or bilateral agreements or arrangements.

4. The States Parties request the operational coordinator, in consultation with the International Telecommunication Union, the depositary, and other relevant United Nations entities and intergovernmental and non-governmental organizations, to use its best efforts, in accordance with the provisions of this Convention, to:

a) develop, in consultation with the States Parties, model agreements that may be used to provide a foundation for multinational or bilateral agreements facilitating the provision of telecommunication resources for disaster mitigation and relief;

b) make available model agreements, best practices and other relevant information to States Parties, other States, non-State entities and intergovernmental organizations concerning the provision of telecommunication resources for disaster mitigation and relief, by electronic means and other appropriate mechanisms;

c) develop, operate, and maintain information collection and dissemination procedures and systems necessary for the implementation of the Convention; and

d) inform States of the terms of this Convention, and to facilitate and support the cooperation among States Parties provided for herein.

5. The States Parties shall cooperate among themselves to improve the ability of governmental organizations, non-State entities and intergovernmental organizations to establish mechanisms for training in the handling and operation of equipment, and instruction courses in the development, design and construction of emergency telecommunication facilities for disaster prevention, monitoring and mitigation.

## Article 4

## Provision of Telecommunication Assistance

1. A State Party requiring telecommunication assistance for disaster mitigation and relief may request such assistance from any other State Party, either directly or through the operational coordinator. If the request is made through the operational coordinator, the operational coordinator shall immediately disseminate this information to all other appropriate States Parties. If the request is made directly to another State Party, the requesting State Party shall inform the operational coordinator as soon as possible.

2. A State Party requesting telecommunication assistance shall specify the scope and type of assistance required and those measures taken pursuant to Articles 5 and 9 of this Convention, and, when practicable, provide the State Party to which the request is directed and/or the operational coordinator with any other information necessary to determine the extent to which such State Party is able to meet the request.

3. Each State Party to which a request for telecommunication assistance is directed, either directly or through the operational coordinator, shall promptly determine and notify the requesting State Party whether it will render the assistance requested, directly or otherwise, and the scope of, and terms, conditions, restrictions and cost, if any, applicable to such assistance.

4. Each State Party determining to provide telecommunication assistance shall so inform the operational coordinator as soon as possible.

5. No telecommunication assistance shall be provided pursuant to this Convention without the consent of the requesting State Party. The requesting State Party shall retain the authority to reject all or part of any telecommunication assistance offered pursuant to this Convention in accordance with the requesting State Party's existing national law and policy.

6. The States Parties recognize the right of requesting States Parties to request telecommunication assistance directly from non-State entities and intergovernmental organizations, and the right of non-State entities and intergovernmental organizations, pursuant to the laws to which they are subject, to provide telecommunication assistance to requesting States Parties pursuant to this Article.

7. A non-State entity or intergovernmental organization may not be a "requesting State Party" and may not request telecommunication assistance under this Convention.

8. Nothing in this Convention shall interfere with the right of a State Party, under its national law, to direct, control, coordinate and supervise telecommunication assistance provided under this Convention within its territory.

## Article 5

## Privileges, Immunities, and Facilities

1. The requesting State Party shall, to the extent permitted by its national law, afford to persons, other than its nationals, and to organizations, other than those headquartered or domiciled within its territory, who act pursuant

to this Convention to provide telecommunication assistance and who have been notified to, and accepted by, the requesting State Party, the necessary privileges, immunities, and facilities for the performance of their proper functions, including, but not limited to:

a) immunity from arrest, detention and legal process, including criminal, civil and administrative jurisdiction of the requesting State Party, in respect of acts or omissions specifically and directly related to the provision of telecommunication assistance;

b) exemption from taxation, duties or other charges, except for those which are normally incorporated in the price of goods or services, in respect of the performance of their assistance functions or on the equipment, materials and other property brought into or purchased in the territory of the requesting State Party for the purpose of providing telecommunication assistance under this Convention; and

c) immunity from seizure, attachment or requisition of such equipment, materials and property.

2. The requesting State Party shall provide, to the extent of its capabilities, local facilities and services for the proper and effective administration of the telecommunication assistance, including ensuring that telecommunication equipment brought into its territory pursuant to this Convention shall be expeditiously licensed or shall be exempt from licensing in accordance with its domestic laws and regulations.

3. The requesting State Party shall ensure the protection of personnel, equipment and materials brought into its territory pursuant to this Convention.

4. Ownership of equipment and materials provided pursuant to this Convention shall be unaffected by their use under the terms of this Convention. The requesting State Party shall ensure the prompt return of such equipment, material and property to the proper assisting State Party.

5. The requesting State Party shall not direct the deployment or use of any telecommunication resources provided pursuant to this Convention for purposes not directly related to predicting, preparing for, responding to,

monitoring, mitigating the impact of or providing relief during and following disasters.

6. Nothing in this Article shall require any requesting State Party to provide its nationals or permanent residents, or organizations headquartered or domiciled within its territory, with privileges and immunities.

7. Without prejudice to their privileges and immunities in accordance with this Article, all persons entering the territory of a State Party for the purpose of providing telecommunication assistance or otherwise facilitating the use of telecommunication resources pursuant to this Convention, and all organizations providing telecommunication assistance or otherwise facilitating the use of telecommunication resources pursuant to this Convention, have a duty to respect the laws and regulations of that State Party. Such persons and organizations also shall have a duty not to interfere in the domestic affairs of the State Party into whose territory they have entered.

8. Nothing in this Article shall prejudice the rights and obligations with respect to privileges and immunities afforded to persons and organizations participating directly or indirectly in telecommunication assistance, pursuant to other international agreements (including the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly on 13 February 1946, and the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies, adopted by the General Assembly on 21 November 1947) or international law.

## Article 6

## Termination of Assistance

1. The requesting State Party or the assisting State Party may, at any time, terminate telecommunication assistance received or provided under Article 4 by providing notification in writing. Upon such notification, the States Parties involved shall consult with each other to provide for the proper

and expeditious conclusion of the assistance, bearing in mind the impact of such termination on the risk to human life and ongoing disaster relief operations.

2. States Parties engaged in providing or receiving telecommunication assistance pursuant to this Convention shall remain subject to the terms of this Convention following the termination of such assistance.

3. Any State Party requesting termination of telecommunication assistance shall notify the operational coordinator of such request. The operational coordinator shall provide such assistance as is requested and necessary to facilitate the conclusion of the telecommunication assistance.

## Article 7

## Payment or Reimbursement of Costs or Fees

1. The States Parties may condition the provision of telecommunication assistance for disaster mitigation and relief upon agreement to pay or reimburse specified costs or fees, always bearing in mind the contents of paragraph 9 of this Article.

2. When such condition exists, the States Parties shall set forth in writing, prior to the provision of telecommunication assistance:

a) the requirement for payment or reimbursement;

b) the amount of such payment or reimbursement or terms under which it shall be calculated; and

c) any other terms, conditions or restrictions applicable to such payment or reimbursement, including, but not limited to, the currency in which such payment or reimbursement shall be made.

3. The requirements of paragraphs 2 b) and 2 c) of this Article may be satisfied by reference to published tariffs, rates or prices.

4. In order that the negotiation of payment and reimbursement agreements does not unduly delay the provision of telecommunication assistance, the operational coordinator shall develop, in consultation with the States Parties, a model payment and reimbursement agreement that may provide a foundation for the negotiation of payment and reimbursement obligations under this Article.

5. No State Party shall be obligated to make payment or reimbursement of costs or fees under this Convention without having first expressed its consent to the terms provided by an assisting State Party pursuant to paragraph 2 of this Article.

6. When the provision of telecommunication assistance is properly conditioned upon payment or reimbursement of costs or fees under this Article, such payment or reimbursement shall be provided promptly after the assisting State Party has presented its request for payment or reimbursement.

7. Funds paid or reimbursed by a requesting State Party in association with the provision of telecommunication assistance shall be freely transferable out of the jurisdiction of the requesting State Party and shall not be delayed or withheld.

8. In determining whether to condition the provision of telecommunication assistance upon an agreement to pay or reimburse specified costs or fees, the amount of such costs or fees, and the terms, conditions and restrictions associated with their payment or reimbursement, the States Parties shall take into account, among other relevant factors:

a) United Nations principles concerning humanitarian assistance;

b) the nature of the disaster, natural hazard or health hazard;

c) the impact, or potential impact, of the disaster;

d) the place of origin of the disaster;

e) the area affected, or potentially affected, by the disaster;

f) the occurrence of previous disasters and the likelihood of future disasters in the affected area;

g) the capacity of each State affected by the disaster, natural hazard or health hazard to prepare for, or respond to, such event; and

h) the needs of developing countries.

9. This Article shall also apply to those situations in which telecommunication assistance is provided by a non-State entity or intergovernmental organization, provided that:

a) the requesting State Party has consented to, and has not terminated, such provision of telecommunication assistance for disaster mitigation and relief;

b) the non-State entity or intergovernmental organization providing such telecommunication assistance has notified to the requesting State Party its adherence to this Article and Articles 4 and 5; and

c) the application of this Article is not inconsistent with any other agreement concerning the relations between the requesting State Party and the non-State entity or intergovernmental organization providing such telecommunication assistance.

## Article 8

## Telecommunication Assistance Information Inventory

1. Each State Party shall notify the operational coordinator of its authority(ies):

a) responsible for matters arising under the terms of this Convention and authorized to request, offer, accept and terminate telecommunication assistance; and

b) competent to identify the governmental, intergovernmental and/or non-governmental resources which could be made available to facilitate the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief, including the provision of telecommunication assistance.

2. Each State Party shall endeavour to inform the operational coordinator promptly of any changes in the information provided pursuant to this Article.

3. The operational coordinator may accept notification from a non-State entity or intergovernmental organization of its procedures for authorization to offer and terminate telecommunication assistance as provided in this Article.

4. A State Party, non-State entity or intergovernmental organization may, at its discretion, include in the material it deposits with the operational coordinator information about specific telecommunication resources and about plans for the use those resources to respond to a request for telecommunication assistance from a requesting State Party.

5. The operational coordinator shall maintain copies of all lists of authorities, and shall expeditiously disseminate such material to the States Parties, to other States, and to appropriate non-State entities and intergovernmental organizations, unless a State Party, non-State entity or intergovernmental organization has previously specified, in writing, that distribution of its material be restricted.

6. The operational coordinator shall treat material deposited by non-State entities and intergovernmental organizations in a similar manner to material deposited by States Parties.

## Article 9

## Regulatory Barriers

1. The States Parties shall, when possible, and in conformity with their national law, reduce or remove regulatory barriers to the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief, including to the provision of telecommunication assistance.

2. Regulatory barriers may include, but are not limited to:

a) regulations restricting the import or export of telecommunication equipment;

b) regulations restricting the use of telecommunication equipment or of radio-frequency spectrum;

c) regulations restricting the movement of personnel who operate telecommunication equipment or who are essential to its effective use;

d) regulations restricting the transit of telecommunication resources into, out of and through the territory of a State Party; and

e) delays in the administration of such regulations.

3. Reduction of regulatory barriers may take the form of, but shall not be limited to:

a) revising regulations;

b) exempting specified telecommunication resources from the application of those regulations during the use of such resources for disaster mitigation and relief;

c) pre-clearance of telecommunication resources for use in disaster mitigation and relief, in compliance with those regulations;

d) recognition of foreign type-approval of telecommunication equipment and/or operating licenses;

e) expedited review of telecommunication resources for use in disaster mitigation and relief, in compliance with those regulations; and

f) temporary waiver of those regulations for the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

4. Each State Party shall, at the request of any other State Party, and to the extent permitted by its national law, facilitate the transit into, out of and through its territory of personnel, equipment, materials and information involved in the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

5. Each State Party shall notify the operational coordinator and the other States Parties, directly or through the operational coordinator, of:

a) measures taken, pursuant to this Convention, for reducing or removing such regulatory barriers;

b) procedures available, pursuant to this Convention, to States Parties, other States, non-State entities and/or intergovernmental organizations for the exemption of specified telecommunication resources used for disaster mitigation and relief from the application of such regulations, pre-clearance or expedited review of such resources in compliance with applicable regulations, acceptance of foreign type-approval of such resources, or temporary waiver of regulations otherwise applicable to such resources; and

c) the terms, conditions and restrictions, if any, associated with the use of such procedures.

6. The operational coordinator shall regularly and expeditiously make available to the States Parties, to other States, to non-State entities and to intergovernmental organizations an up-to-date listing of such measures, their scope, and the terms, conditions and restrictions, if any, associated with their use.

7 Nothing in this Article shall permit the violation or abrogation of obligations and responsibilities imposed by national law, international law, or multilateral or bilateral agreements, including obligations and responsibilities concerning customs and export controls.

## Article 10

## Relationship to Other International Agreements

This Convention shall not affect the rights and obligations of States Parties deriving from other international agreements or international law.

## Article 11

## Dispute Settlement

1. In the event of a dispute between States Parties concerning the interpretation or application of this Convention, the States Parties to the dispute shall consult each other for the purpose of settling the dispute. Such consultation shall begin promptly upon the written declaration, delivered by one State Party to another State Party, of the existence of a dispute under this Convention. The State Party making such a written declaration of the existence of a dispute shall promptly deliver a copy of such declaration to the depositary.

2. If a dispute between States Parties cannot be settled within six (6) months of the date of delivery of the written declaration to a State Party to the dispute, the States Parties to the dispute may request any other State Party, State, non-State entity or intergovernmental organization to use its good offices to facilitate settlement of the dispute.

3. If neither State Party seeks the good offices of another State Party, State, non-State entity or intergovernmental organization, or if the exercise of good offices fails to facilitate a settlement of the dispute within six (6) months of the request for such good offices being made, then either State Party to the dispute may:

a) request that the dispute be submitted to binding arbitration; or

b) submit the dispute to the International Court of Justice for decision, provided that both States Parties to the dispute have, at the time of signing, ratifying or acceding to this Convention, or at any time thereafter, accepted the jurisdiction of the International Court of Justice in respect of such disputes.

4. In the event that the respective States Parties to the dispute request that the dispute be submitted to binding arbitration and submit the dispute to the International Court of Justice for decision, the submission to the International Court of Justice shall have priority.

5. In the case of a dispute between a State Party requesting telecommunication assistance and a non-State entity or intergovernmental organization headquartered or domiciled outside of the territory of that State Party concerning the provision of telecommunication assistance under Article 4, the claim of the non-State entity or intergovernmental organization may be espoused directly by the State Party in which the non-State entity or intergovernmental organization is headquartered or domiciled as a State-to-State claim under this Article, provided that such espousal is not inconsistent with any other agreement between the State Party and the non-State entity or intergovernmental organization involved in the dispute.

6. When signing, ratifying, accepting, approving or acceding to this Convention, a State may declare that it does not consider itself bound by either or both of the dispute settlement procedures provided for in paragraph 3 above. The other States Parties shall not be bound by a dispute settlement procedure provided for in paragraph 3 with respect to a State Party for which such a declaration is in force.

## Article 12

## Entry into Force

1. This Convention shall be open for signature by all States which are members of the United Nations or of the International Telecommunication Union at the Intergovernmental Conference on Emergency Telecommunications in Tampere on 18 June 1998, and thereafter at the headquarters of the United Nations, New York, from 22 June 1998 to 21 June 2003.

2. A State may express its consent to be bound by this Convention:

   a) by signature (definitive signature);

   b) by signature subject to ratification, acceptance or approval followed by deposit of an instrument of ratification, acceptance or approval; or

   c) by deposit of an instrument of accession.

3. The Convention shall enter into force thirty (30) days after the deposit of instruments of ratification, acceptance, approval or accession or definitive signature of thirty (30) States.

4. For each State which signs definitively or deposits an instrument of ratification, acceptance, approval or accession, after the requirement set out in paragraph 3 of this Article has been fulfilled, this Convention shall enter into force thirty (30) days after the date of the definitive signature or consent to be bound.

## Article 13

## Amendments

1. A State Party may propose amendments to this Convention by submitting such amendments to the depositary, which shall circulate them to the other States Parties for approval.

2. The States Parties shall notify the depositary of their approval or disapproval of such proposed amendments within one hundred and eighty (180) days of their receipt.

3. Any amendment approved by two-thirds of all States Parties shall be laid down in a Protocol which is open for signature at the depositary by all States Parties.

4. The Protocol shall enter into force in the same manner as this Convention. For each State which signs the Protocol definitively or deposits an instrument of ratification, acceptance, approval or accession, after the requirements for the entry into force of the Protocol have been fulfilled, the Protocol shall enter into force for such State thirty (30) days after the date of the definitive signature or consent to be bound.

## Article 14

## Reservations

1. When definitively signing, ratifying or acceding to this Convention or any amendment hereto, a State Party may make reservations.

2. A State Party may at any time withdraw its prior reservation by written notification to the depositary. Such withdrawal of a reservation becomes effective immediately upon notification to the depositary.

## Article 15

## Denunciation

1. A State Party may denounce this Convention by written notification to the depositary.

2. Denunciation shall take effect ninety (90) days following the date of deposit of the written notification.

3. At the request of the denouncing State Party, all copies of the lists of authorities and of measures adopted and procedures available for reducing regulatory measures provided by any State Party denouncing this Convention shall be removed from use by the effective date of such denunciation.

## Article 16

## Depositary

The Secretary-General of the United Nations shall be the depositary of this Convention.

## Article 17

## Authentic Texts

The original of this Convention, of which the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the depositary. Only the English, French and Spanish authentic texts will be made available for signature at Tampere on 18 June 1998. The depositary shall prepare the authentic texts in Arabic, Chinese and Russian as soon as possible thereafter.

## Table des matières

*Page*

**Convention de Tampere** ..... 1

**Certification de conformité** ..... 3e page de couverture

## Table of contents

*Page*

**Tampere Convention** ..... 1

**Certification of conformity** ..... inside back cover

## Índice

*Página*

**Convenio de Tampere** ..... 1

**Certificación de conformidad** ..... contracubierta interior

# Convenio de Tampere
# sobre el suministro de recursos de telecomunicaciones para la mitigación de catástrofes y las operaciones de socorro en caso de catástrofe

*Página*


Artículo 1 – Definiciones ..... 7

Artículo 2 – Coordinación ..... 9

Artículo 3 – Disposiciones generales ..... 9

Artículo 4 – Prestación de asistencia de telecomunicaciones ..... 11

Artículo 5 – Privilegios, inmunidades y facilidades ..... 12

Artículo 6 – Terminación de la asistencia ..... 14

Artículo 7 – Pago o reembolso de gastos o cánones ..... 15

Artículo 8 – Inventario de información sobre asistencia de telecomunicaciones ..... 17

Artículo 9 – Obstáculos reglamentarios ..... 19

Artículo 10 – Relación con otros acuerdos internacionales ..... 21

Artículo 11 – Solución de controversias ..... 21

Artículo 12 – Entrada en vigor ..... 23

Artículo 13 – Enmiendas ..... 23

Artículo 14 – Reservas ..... 24

Artículo 15 – Denuncia ..... 24

Artículo 16 – Depositario ..... 25

Artículo 17 – Textos auténticos ..... 25

LOS ESTADOS PARTES EN EL PRESENTE CONVENIO,

*reconociendo*

que la magnitud, complejidad, frecuencia y repercusiones de las catástrofes están aumentando a un ritmo extraordinario, lo que afecta de forma particularmente grave a los países en desarrollo,

*recordando*

que los organismos humanitarios de socorro y asistencia requieren recursos de telecomunicaciones fiables y flexibles para realizar sus actividades vitales,

*recordando además*

la función esencial de los recursos de telecomunicaciones para facilitar la seguridad del personal de socorro y asistencia humanitaria,

*recordando asimismo*

la función vital de la radiodifusión para difundir en caso de catástrofe información precisa a las poblaciones amenazadas,

*convencidos*

de que el despliegue eficaz y oportuno de los recursos de telecomunicaciones y un flujo de información rápido, eficaz, exacto y veraz resultan esenciales para reducir la pérdida de vidas y el sufrimiento humanos y los daños a las cosas y al medio ambiente ocasionados por las catástrofes,

*preocupados*

por el impacto de las catástrofes en las instalaciones de telecomunicaciones y el flujo de información,

*conscientes*

de las necesidades especiales de asistencia técnica de los países menos desarrollados y propensos a las catástrofes, con objeto de producir recursos de telecomunicaciones para la mitigación de catástrofes y las operaciones de socorro,

*reafirmando*

la absoluta prioridad adjudicada a las comunicaciones de emergencia para salvar vidas humanas en más de cincuenta instrumentos jurídicos internacionales y, concretamente, en la Constitución de la Unión Internacional de Telecomunicaciones,

*tomando nota*

de la historia de la cooperación y coordinación internacionales en lo que concierne a la mitigación de las catástrofes y las operaciones de socorro en casos de catástrofe, lo que incluye el despliegue y la utilización oportunos de los recursos de telecomunicaciones que, según se ha demostrado, contribuyen a salvar vidas humanas,

*tomando nota asimismo*

de las Actas de la Conferencia Internacional sobre comunicaciones de socorro en casos de catástrofe (Ginebra, 1990), en las que se señala la eficacia de los sistemas de telecomunicaciones en la reacción frente a las catástrofes y la rehabilitación subsiguiente,

*tomando nota asimismo*

del llamamiento urgente que se hace en la Declaración de Tampere sobre comunicaciones de socorro en casos de catástrofe (Tampere, 1991) en favor de unos sistemas fiables de telecomunicaciones para la mitigación de las catástrofes y las operaciones de socorro y de la preparación de un convenio internacional sobre comunicaciones en caso de catástrofe que facilite la utilización de esos sistemas,

*tomando nota asimismo*

de la Resolución 44/236 de la Asamblea General de las Naciones Unidas, en la que se proclama el periodo 1990-2000 Decenio Internacional para la reducción de los desastres naturales, y la Resolución 46/182, en la que se pide una intensificación de la coordinación internacional de la asistencia humanitaria de emergencia,

*tomando nota asimismo*

del destacado papel que se asigna a los recursos de comunicaciones en la Estrategia y Plan de Acción de Yokohama en favor de un mundo más seguro, aprobados por la Conferencia Mundial sobre reducción de desastres naturales, celebrada en Yokohama en 1994,

*tomando nota asimismo*

de la Resolución 7 de la Conferencia Mundial de Desarrollo de las Telecomunicaciones (Buenos Aires, 1994), reafirmada en la Resolución 36 de la Conferencia de Plenipotenciarios de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (Kyoto, 1994), en la que se insta a los gobiernos a que tomen todas las disposiciones prácticas necesarias para facilitar el rápido despliegue y el uso eficaz del equipo de telecomunicaciones, con objeto de mitigar los efectos de las catástrofes y para las operaciones de socorro en caso de catástrofe, reduciendo y, cuando sea posible, suprimiendo los obstáculos reglamentarios e intensificando la cooperación entre los Estados,

*tomando nota asimismo*

de la Resolución 644 de la Conferencia Mundial de Radiocomunicaciones (Ginebra, 1997), en la que se insta a los gobiernos a dar su pleno apoyo a la adopción del presente Convenio y su aplicación en el plano nacional,

*tomando nota asimismo*

de la Resolución 19 de la Conferencia Mundial de Desarrollo de las Telecomunicaciones (La Valetta, 1998), en la que se insta a los gobiernos a que prosigan el examen del presente Convenio para determinar si contemplan apoyar la adopción del mismo,

*tomando nota asimismo*

de la Resolución 51/194 de la Asamblea General de las Naciones Unidas, en la que se propugna la creación de un procedimiento transparente y ordenado para poner en práctica mecanismos eficaces para la coordinación de la asistencia en caso de catástrofe, así como para la introducción de ReliefWeb como sistema mundial de información para la difusión de información fiable y oportuna sobre emergencias y catástrofes naturales,

*remitiéndose*

a las conclusiones del Grupo de Trabajo sobre telecomunicaciones de emergencia en lo que concierne al papel crucial que desempeñan las telecomunicaciones en la mitigación de los efectos de las catástrofes y en las operaciones de socorro en caso de catástrofe,

*apoyándose*

en las actividades de un gran número de Estados, organismos de las Naciones Unidas, organizaciones gubernamentales, intergubernamentales y no gubernamentales, organismos humanitarios, proveedores de equipo y servicios de telecomunicaciones, medios de comunicación social, universidades y organizaciones de socorro, con objeto de mejorar y facilitar las comunicaciones en caso de catástrofe,

*deseosos*

de garantizar una aportación rápida y fiable de recursos de telecomunicaciones para atenuar los efectos de las catástrofes y realizar operaciones de socorro en caso de catástrofe, y

*deseosos además*

de facilitar la cooperación internacional para mitigar el impacto de las catástrofes,

*han convenido en lo siguiente:*

## Artículo 1

## Definiciones

A los efectos del presente Convenio, salvo cuando el contexto en que se usan indique lo contrario, los términos que figuran a continuación tendrán el significado que se especifica:

1. Por «Estado Parte» se entiende todo Estado que haya manifestado su consentimiento en obligarse por el presente Convenio.

2. Por «Estado Parte asistente» se entiende un Estado Parte en el presente Convenio que proporcione asistencia de telecomunicaciones en aplicación del Convenio.

3. Por «Estado Parte solicitante» se entiende un Estado Parte en el presente Convenio que solicite asistencia de telecomunicaciones en aplicación del Convenio.

4. Por «el presente Convenio» se entiende el Convenio de Tampere sobre el suministro de recursos de telecomunicaciones para la mitigación de catástrofes y las operaciones de socorro en caso de catástrofe.

5. Por «depositario» se entiende el depositario del presente Convenio según lo estipulado en el artículo 16.

6. Por «catástrofe» se entiende una grave perturbación del funcionamiento de la sociedad que suponga una amenaza considerable y generalizada para la vida humana, la salud, las cosas o el medio ambiente, con independencia de que la catástrofe sea ocasionada por un accidente, la naturaleza o las actividades humanas y de que sobrevenga súbitamente o como resultado de un proceso dilatado y complejo.

7. Por «mitigación de catástrofes» se entiende las medidas encaminadas a prevenir, predecir, observar y/o mitigar los efectos de las catástrofes, así como para prepararse y reaccionar ante las mismas.

8. Por «peligro para la salud» se entiende el brote repentino de una enfermedad infecciosa, por ejemplo, una epidemia o pandemia, o cualquier otro evento que amenace de manera significativa la vida o la salud humanas y pueda desencadenar una catástrofe.

9. Por «peligro natural» se entiende un evento o proceso, como terremotos, incendios, inundaciones, vendavales, desprendimientos de tierras, aludes, ciclones, tsunamis, plagas de insectos, sequías o erupciones volcánicas, que puedan desencadenar una catástrofe.

10. Por «organización no gubernamental» se entiende toda organización, incluidas las entidades privadas o sociedades, distinta del Estado o de una organización gubernamental o intergubernamental, interesada en la mitigación de las catástrofes y las operaciones de socorro o en el suministro de recursos de telecomunicaciones para la mitigación de las catástrofes y las operaciones de socorro.

11. Por «entidad no estatal» se entiende toda entidad, distinta del Estado, con inclusión de las organizaciones no gubernamentales y del Movimiento de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja, interesada en la mitigación de las catástrofes y en las operaciones de socorro o en el suministro de recursos de telecomunicaciones para la mitigación de las catástrofes y las operaciones de socorro.

12. Por «operaciones de socorro» se entiende las actividades orientadas a reducir la pérdida de vidas y el sufrimiento humanos y los daños materiales y/o al medio ambiente como consecuencia de una catástrofe.

13. Por «asistencia de telecomunicaciones» se entiende la prestación de recursos de telecomunicaciones o de cualquier otro recurso o apoyo destinado a facilitar la utilización de los recursos de telecomunicaciones.

14. Por «recursos de telecomunicaciones» se entiende el personal, el equipo, los materiales, la información, la capacitación, el espectro de radiofrecuencias, las redes o los medios de transmisión o cualquier otro recurso que requieran las telecomunicaciones.

15. Por «telecomunicaciones» se entiende la transmisión, emisión o recepción de signos, señales, mensajes escritos, imágenes, sonido o información de toda índole, por cable, ondas radioeléctricas, fibra óptica u otro sistema electromagnético.

## Artículo 2

## Coordinación

1. El coordinador del socorro de emergencia de las Naciones Unidas será el coordinador de las operaciones a los efectos del presente Convenio y cumplirá las funciones de coordinador de las operaciones especificadas en los artículos 3, 4, 6, 7, 8 y 9.

2. El coordinador de las operaciones recabará la cooperación de otros organismos apropiados de las Naciones Unidas, particularmente la Unión Internacional de Telecomunicaciones, para que le asistan en la consecución de los objetivos del presente Convenio y, en particular, el cumplimiento de las funciones indicadas en los artículos 8 y 9, y para proporcionar el apoyo técnico necesario en consonancia con el objeto respectivo de dichos organismos.

3. Las responsabilidades del coordinador de las operaciones en el marco del presente Convenio estarán circunscritas a las actividades de coordinación de carácter internacional.

## Artículo 3

## Disposiciones generales

1. Los Estados Partes cooperarán entre sí y con las entidades no estatales y las organizaciones intergubernamentales, de conformidad con lo dispuesto en el presente Convenio, para facilitar la utilización de los recursos de telecomunicaciones para la mitigación de catástrofes y las operaciones de socorro en caso de catástrofe.

2. Dicha utilización podrá consistir, entre otras cosas, en lo siguiente:

   a) la instalación de equipo de telecomunicaciones terrenales y por satélite para predecir y observar peligros naturales, peligros para la salud y catástrofes, así como para proporcionar información en relación con estos eventos;

b) el intercambio entre los Estados Partes y entre éstos y otros Estados, entidades no estatales y organizaciones intergubernamentales de información acerca de peligros naturales, peligros para la salud y catástrofes, así como la comunicación de dicha información al público, particularmente a las comunidades amenazadas;

c) el suministro sin demora de asistencia de telecomunicaciones para mitigar los efectos de una catástrofe; y

d) la instalación y explotación de recursos fiables y flexibles de telecomunicaciones destinados a las organizaciones de socorro y asistencia humanitarias.

3. Para facilitar dicha utilización, los Estados Partes podrán concertar otros acuerdos o arreglos multinacionales o bilaterales.

4. Los Estados Partes pedirán al coordinador de las operaciones que, en consulta con la Unión Internacional de Telecomunicaciones, el depositario, otras entidades competentes de las Naciones Unidas y organizaciones intergubernamentales y no gubernamentales, haga todo lo posible, de conformidad con lo dispuesto en el presente Convenio, para:

a) elaborar, en consulta con los Estados Partes, modelos de acuerdo que puedan servir de base para concertar acuerdos multilaterales o bilaterales que faciliten el suministro de recursos de telecomunicaciones para mitigar catástrofes y realizar operaciones de socorro;

b) poner a disposición de los Estados Partes, de otros Estados, entidades no estatales y organizaciones intergubernamentales, por medios electrónicos y otros mecanismos apropiados, modelos de acuerdo, mejores prácticas y otra información pertinente con referencia al suministro de recursos de telecomunicaciones para la mitigación de catástrofes y operaciones de socorro en caso de catástrofe;

c) elaborar, aplicar y mantener los procedimientos y sistemas de acopio y difusión de información que resulten necesarios para aplicar el Convenio; e

d) informar a los Estados acerca de las disposiciones del presente Convenio, así como facilitar y apoyar la cooperación entre los Estados Partes prevista en el Convenio.

5. Los Estados Partes cooperarán para mejorar la capacidad de las organizaciones gubernamentales, las entidades no estatales y las organizaciones intergubernamentales que permita establecer mecanismos de entrenamiento en técnicas de manejo y operación de los equipos, así como cursos de aprendizaje en innovación, diseño y construcción de elementos de telecomunicaciones de emergencia que faciliten la prevención, monitoreo y mitigación de las catástrofes.

## Artículo 4

## Prestación de asistencia de telecomunicaciones

1. El Estado Parte que requiera asistencia de telecomunicaciones para mitigar los efectos de una catástrofe y efectuar operaciones de socorro podrá recabarla de cualquier otro Estado Parte, sea directamente o por conducto del coordinador de las operaciones. Si la solicitud se efectúa por conducto del coordinador de las operaciones, éste comunicará inmediatamente dicha solicitud a los demás Estados Partes interesados. Si la asistencia se recaba directamente de otro Estado Parte, el Estado Parte solicitante informará lo antes posible al coordinador de las operaciones.

2. El Estado Parte que solicite asistencia de telecomunicaciones especificará el alcance y el tipo de asistencia requerida, así como las medidas tomadas en aplicación de los artículos 5 y 9 del presente Convenio y, en lo posible, proporcionará al Estado Parte a quien se dirija la petición de asistencia y/o al coordinador de las operaciones cualquier otra información necesaria para determinar en qué medida dicho Estado Parte puede atender la petición.

3. El Estado Parte a quien se dirija una solicitud de asistencia de telecomunicaciones, sea directamente o por conducto del coordinador de las operaciones, determinará y comunicará sin demora al Estado Parte solicitante si va a proporcionar la asistencia requerida, sea o no directamente, así como el alcance, las condiciones, las restricciones y, en su caso, el coste, de dicha asistencia.

4. El Estado Parte que decida suministrar asistencia de telecomunicaciones lo pondrá en conocimiento del coordinador de las operaciones a la mayor brevedad.

5. Los Estados Partes no proporcionarán ninguna asistencia de telecomunicaciones en aplicación del presente Convenio sin el consentimiento del Estado Parte solicitante, el cual conservará la facultad de rechazar total o parcialmente la asistencia de telecomunicaciones ofrecida por otro Estado Parte en cumplimiento del presente Convenio, de conformidad con su propia legislación y política nacional.

6. Los Estados Partes reconocen el derecho de un Estado Parte solicitante a pedir directamente asistencia de telecomunicaciones a entidades no estatales y organizaciones intergubernamentales, así como el derecho de toda entidad no estatal y entidad gubernamental a proporcionar, de acuerdo con la legislación a la que estén sometidas, asistencia de telecomunicaciones a los Estados Partes solicitantes con arreglo al presente artículo.

7. Una entidad no estatal no puede ser «Estado Parte solicitante» ni pedir asistencia de telecomunicaciones en virtud del presente Convenio.

8. Nada de lo dispuesto en el presente Convenio menoscabará el derecho de los Estados Partes a dirigir, controlar, coordinar y supervisar, al amparo de su legislación nacional, la asistencia de telecomunicaciones proporcionada de acuerdo con el presente Convenio dentro de su territorio.

## Artículo 5

## **Privilegios, inmunidades y facilidades**

1. El Estado Parte solicitante concederá, en la medida en que lo permita su legislación nacional, a las personas físicas que no sean nacionales suyos, así como a las organizaciones que no tengan su sede o su domicilio dentro de

su territorio, que actúen con arreglo a lo dispuesto en el presente Convenio para prestar asistencia de telecomunicaciones y que hayan sido notificadas al Estado Parte solicitante y aceptadas por éste, los privilegios, inmunidades y facilidades necesarios para el desempeño adecuado de sus funciones, lo que incluye:

a) inmunidad de arresto o detención o de la jurisdicción penal, civil y administrativa del Estado Parte solicitante, por actos u omisiones relacionados específica y directamente con el suministro de asistencia de telecomunicaciones;

b) exoneración de impuestos, aranceles u otros gravámenes, con excepción de los incorporados normalmente en el precio de los bienes o servicios, en lo que concierne al desempeño de sus funciones de asistencia, o sobre el equipo, los materiales y otros bienes transportados al territorio del Estado Parte solicitante o adquiridos en éste para prestar asistencia de telecomunicaciones en virtud del presente Convenio;

c) inmunidad contra la confiscación, el embargo o la requisa de dichos equipos, materiales y bienes.

2. En la medida de sus capacidades, el Estado Parte solicitante proporcionará instalaciones y servicios locales para la adecuada y eficaz administración de la asistencia de telecomunicaciones, y cuidará de que se expida sin tardanza la correspondiente licencia al equipo de telecomunicaciones transportado a su territorio en aplicación del presente Convenio, o de que éste sea exonerado de licencia con arreglo a su legislación y reglamentos nacionales.

3. El Estado Parte solicitante garantizará la protección del personal, el equipo y los materiales transportados a su territorio con arreglo a lo estipulado en el presente Convenio.

4. El derecho de propiedad sobre el equipo y los materiales proporcionados en aplicación del presente Convenio no quedará afectado por su utilización de conformidad con lo dispuesto en el mismo. El Estado Parte solicitante garantizará la pronta devolución de dicho equipo, material y bienes al Estado Parte asistente.

5. El Estado Parte solicitante no destinará la instalación o utilización de los recursos de telecomunicaciones proporcionados en aplicación del presente Convenio a fines que no estén directamente relacionados con la

predicción, la observación y la mitigación de los efectos de una catástrofe, o con las actividades de preparación y reacción ante ésta o la realización de las operaciones de socorro durante y después de la misma.

6. Lo dispuesto en el presente artículo no obligará a ningún Estado Parte solicitante a conceder privilegios e inmunidades a sus nacionales o residentes permanentes, ni tampoco a las organizaciones con sede o domicilio en su territorio.

7. Sin perjuicio de los privilegios e inmunidades que se les haya concedido de conformidad con el presente artículo, todas las personas que accedan al territorio de un Estado Parte con el objeto de proporcionar asistencia de telecomunicaciones o de facilitar de otro modo la utilización de los recursos de telecomunicaciones en aplicación del presente Convenio, y las organizaciones que proporcionen asistencia de telecomunicaciones o faciliten de otro modo la utilización de los recursos de telecomunicaciones en virtud del presente Convenio, deberán respetar las leyes y reglamentos de dicho Estado Parte. Esas personas y organizaciones no interferirán en los asuntos internos del Estado Parte a cuyo territorio hayan accedido.

8. Lo dispuesto en el presente artículo se entenderá sin perjuicio de los derechos y obligaciones con respecto a los privilegios e inmunidades concedidos a las personas y organizaciones que participen directa o indirectamente en la asistencia de telecomunicaciones, en aplicación de otros acuerdos internacionales (incluidos la Convención sobre prerrogativas e inmunidades de las Naciones Unidas, adoptada por la Asamblea General el 13 de febrero de 1946, y la Convención sobre prerrogativas e inmunidades de los Organismos Especializados, adoptada por la Asamblea General el 21 de noviembre de 1947) o del derecho internacional.

## Artículo 6

## **Terminación de la asistencia**

1. En cualquier momento y mediante notificación escrita, el Estado Parte solicitante o el Estado Parte asistente podrán dar por terminada la asistencia de telecomunicaciones recibida o proporcionada en virtud del artículo 4.

Recibida dicha notificación, los Estados Partes interesados consultarán entre sí para proceder de forma adecuada y ordenada a la terminación de dicha asistencia, teniendo presentes los posibles efectos de dicha terminación para la vida humana y para las operaciones de socorro en curso.

2. Los Estados Partes que proporcionen o reciban asistencia de telecomunicaciones en cumplimiento del presente Convenio quedarán sujetos a las disposiciones de éste una vez terminada dicha asistencia.

3. El Estado Parte que solicite la terminación de la asistencia de telecomunicaciones lo comunicará al coordinador de las operaciones, el cual proporcionará la ayuda solicitada y necesaria para facilitar la terminación de la asistencia de telecomunicaciones.

## Artículo 7

## Pago o reembolso de gastos o cánones

1. Los Estados Partes podrán subordinar la prestación de asistencia de telecomunicaciones para mitigar catástrofes y realizar operaciones de socorro a un acuerdo de pago o reembolso de los gastos o cánones especificados, teniendo siempre presente lo preceptuado en el párrafo 9 del presente artículo.

2. Cuando se planteen estas condiciones, los Estados Partes establecerán por escrito, con anterioridad al suministro de la asistencia de telecomunicaciones:

a) la obligación de pago o reembolso;

b) el importe de dicho pago o reembolso o las bases sobre las cuales éste haya de calcularse; y

c) cualquier otra condición o restricción aplicable a dicho pago o reembolso, con inclusión, en particular, de la moneda en que habrá de efectuarse dicho pago o reembolso.

3. Las condiciones estipuladas en los párrafos 2 b) y 2 c) del presente artículo podrán ser satisfechas sobre la base de tarifas, tasas o precios comunicados al público.

4. Para que la negociación de los acuerdos de pago o reembolso no retrase indebidamente la prestación de asistencia de telecomunicaciones, el coordinador de las operaciones preparará, en consulta con los Estados Partes, un modelo de acuerdo de pago o reembolso que podrá servir de base para negociar las obligaciones de pago o reembolso en el marco del presente artículo.

5. Ningún Estado Parte estará obligado a abonar o reembolsar gastos o cánones con arreglo al presente Convenio si no ha aceptado expresamente las condiciones establecidas por el Estado Parte asistente de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 2 del presente artículo.

6. Si la prestación de asistencia de telecomunicaciones está subordinada al pago o reembolso de gastos o cánones con arreglo al presente artículo, dicho pago o reembolso se efectuará sin demora una vez que el Estado Parte asistente haya solicitado el pago o reembolso.

7. Las cantidades abonadas o reembolsadas por un Estado Parte solicitante en relación con la prestación de asistencia de telecomunicaciones podrán transferirse libremente fuera de la jurisdicción del Estado Parte solicitante sin retraso ni retención alguna.

8. Para determinar si debe condicionarse la prestación de asistencia de telecomunicaciones a un acuerdo sobre el pago o reembolso de los gastos o cánones que se especifiquen, así como sobre el importe de tales gastos o cánones y las condiciones y restricciones aplicables, los Estados Partes tendrán en cuenta, entre otros factores pertinentes, los siguientes:

a) los principios de las Naciones Unidas sobre la asistencia humanitaria;

b) la índole de la catástrofe, peligro natural o peligro para la salud de que se trate;

c) los efectos o los posibles efectos de la catástrofe;

d) el lugar de origen de la catástrofe;

e) la zona afectada o potencialmente afectada por la catástrofe;

f) la existencia de catástrofes anteriores y la probabilidad de que se produzcan en el futuro catástrofes en la zona afectada;

g) la capacidad del Estado afectado por la catástrofe, peligro natural o peligro para la salud para prepararse o reaccionar ante dicho evento; y

h) las necesidades de los países en desarrollo.

9. El presente artículo se aplicará también a las situaciones en que la asistencia de telecomunicaciones sea prestada por una entidad no estatal o una organización gubernamental, siempre que:

a) el Estado Parte solicitante haya dado su acuerdo al suministro de asistencia de telecomunicaciones para la mitigación de la catástrofe y las operaciones de socorro y no haya puesto término a la misma;

b) la entidad no estatal o la organización intergubernamental que proporcione esa asistencia de telecomunicaciones haya notificado al Estado Parte solicitante su voluntad de aplicar el presente artículo y los artículos 4 y 5;

c) la aplicación del presente artículo no sea incompatible con ningún otro acuerdo referente a las relaciones entre el Estado Parte solicitante y la entidad no estatal o la organización intergubernamental que preste esa asistencia de telecomunicaciones.

## Artículo 8

## Inventario de información sobre asistencia de telecomunicaciones

1. Los Estados Partes comunicarán al coordinador de las operaciones la autoridad o autoridades:

a) competentes en los asuntos derivados de las disposiciones del presente Convenio y autorizadas para solicitar, ofrecer, aceptar o dar por terminada la asistencia de telecomunicaciones;

b) competentes para identificar los recursos gubernamentales, intergubernamentales y/o no gubernamentales que podrían ponerse a disposición para facilitar la utilización de recursos de telecomunicaciones para la mitigación de catástrofes y operaciones de socorro, incluida la prestación de asistencia de telecomunicaciones.

2. Los Estados Partes procurarán comunicar sin demora al coordinador de las operaciones los cambios que se hayan producido en la información suministrada en cumplimiento del presente artículo.

3. El coordinador de las operaciones podrá aceptar la notificación por parte de una entidad no estatal o una organización intergubernamental de su propio procedimiento aplicable a la autorización para ofrecer y dar por terminada la asistencia de telecomunicaciones que suministre según lo previsto en el presente artículo.

4. Los Estados Partes, las entidades no estatales o las organizaciones intergubernamentales podrán incluir a su discreción en el material que depositen en poder del coordinador de las operaciones información sobre recursos específicos de telecomunicaciones y sobre planes para el empleo de dichos recursos en respuesta a una petición de asistencia de telecomunicaciones por un Estado Parte.

5. El coordinador de las operaciones conservará las copias de todas las listas de autoridades y comunicará sin tardanza esa información a los Estados Partes, a otros Estados, a las entidades no estatales y las organizaciones intergubernamentales interesadas, salvo cuando un Estado Parte, una entidad no estatal o una organización intergubernamental haya indicado previamente por escrito que se restrinja la distribución de su información.

6. El coordinador de las operaciones tratará de igual modo el material depositado por entidades no estatales y organizaciones intergubernamentales que el depositado por Estados Partes.

## Artículo 9

## Obstáculos reglamentarios

1. En lo posible y de conformidad con su legislación nacional, los Estados Partes reducirán o suprimirán los obstáculos reglamentarios a la utilización de recursos de telecomunicaciones para mitigar catástrofes y realizar operaciones de socorro, incluida la prestación de asistencia de telecomunicaciones.

2. Entre los obstáculos reglamentarios figuran los siguientes:

a) normas que restringen la importación o exportación de equipos de telecomunicaciones;

b) normas que restringen la utilización de equipo de telecomunicaciones o del espectro de radiofrecuencias;

c) normas que restringen el movimiento del personal que maneja el equipo de telecomunicaciones o que resulta esencial para su utilización eficaz;

d) normas que restringen el tránsito de recursos de telecomunicaciones por el territorio de un Estado Parte; y

e) retrasos en la administración de dichas normas.

3. La reducción de los obstáculos reglamentarios podrá adoptar, entre otras, las siguientes formas:

a) revisar las disposiciones;

b) exonerar a ciertos recursos de telecomunicaciones de la aplicación de dichas normas mientras se están utilizando para mitigar catástrofes y realizar operaciones de socorro;

c) el despacho en aduana anticipado de los recursos de telecomunicaciones destinados a la mitigación de catástrofes y operaciones de socorro, de conformidad con dichas disposiciones;

d) el reconocimiento de la homologación extranjera del equipo de telecomunicaciones y de las licencias de explotación;

e) la inspección simplificada de los recursos de telecomunicaciones destinados a la mitigación de catástrofes y operaciones de socorro, de conformidad con dichas disposiciones; y

f) la suspensión temporal de la aplicación de dichas disposiciones en lo que respecta a la utilización de los recursos de telecomunicaciones para mitigar catástrofes y realizar operaciones de socorro.

4. Cada Estado Parte facilitará, a instancia de los demás Estados Partes y en la medida en que lo permita su legislación nacional, el tránsito hacia su territorio, así como fuera y a través de éste, del personal, el equipo, los materiales y la información que requiera la utilización de recursos de telecomunicaciones para mitigar una catástrofe y realizar operaciones de socorro.

5. Los Estados Partes informarán al coordinador de las operaciones y a los demás Estados Partes, sea directamente o por conducto del coordinador de las operaciones, de:

a) las medidas adoptadas en aplicación del presente Convenio para reducir o eliminar los referidos obstáculos reglamentarios;

b) los procedimientos que pueden seguir, en aplicación del presente Convenio, los Estados Partes, otros Estados, entidades no estatales u organizaciones intergubernamentales para eximir a los recursos de telecomunicaciones especificados que se utilicen para mitigar catástrofes y realizar operaciones de socorro de la aplicación de dichas disposiciones, para aplicar el despacho en aduana anticipado o la inspección simplificada de tales recursos en consonancia con las normas pertinentes, aceptar la homologación extranjera de esos recursos o suspender temporalmente la aplicación de disposiciones que serían normalmente aplicables a dichos recursos; y

c) las condiciones y, en su caso, restricciones, referentes a la aplicación de dichos procedimientos.

6. El coordinador de las operaciones comunicará periódicamente y sin tardanza a los Estados Partes, a otros Estados, a entidades no estatales y organizaciones intergubernamentales una lista actualizada de tales medidas, con indicación del alcance, las condiciones y, en su caso, restricciones aplicables.

7. Nada de lo dispuesto en el presente artículo permitirá la violación o abrogación de las obligaciones y responsabilidades impuestas por la legislación nacional, el derecho internacional o acuerdos multilaterales o bilaterales, incluidas las obligaciones y responsabilidades en materia de inspección aduanera y controles a la exportación.

## Artículo 10

## Relación con otros acuerdos internacionales

El presente Convenio no afectará a los derechos y obligaciones de los Estados Partes derivados de otros acuerdos internacionales o del derecho internacional.

## Artículo 11

## Solución de controversias

1. En caso de controversia entre los Estados Partes acerca de la interpretación o aplicación del presente Convenio, los Estados Partes interesados celebrarán consultas entre sí con el objeto de solucionarla. Las consultas se iniciarán sin demora una vez que un Estado Parte comunique por escrito a otro Estado Parte la existencia de una controversia relativa al presente Convenio. El Estado Parte que formule una declaración escrita en tal sentido transmitirá sin tardanza copia de la misma al depositario.

2. Si la controversia entre los Estados Partes no puede resolverse dentro de los seis (6) meses siguientes a la fecha de comunicación de la antedicha declaración escrita, los Estados Partes interesados podrán solicitar los buenos oficios de cualquier otro Estado Parte, u otro Estado, entidad no estatal u organización intergubernamental para facilitar la solución de la controversia.

3. En caso de que ninguno de los Estados Partes en la controversia solicite los buenos oficios de otro Estado Parte, u otro Estado, entidad no estatal u organización intergubernamental o si los buenos oficios no facilitan la solución de la controversia dentro de los seis (6) meses siguientes a la fecha en que se solicitaron los buenos oficios, cualquiera de los Estados Partes en la controversia podrá:

a) pedir que ésta se someta a arbitraje obligatorio; o

b) someterla a la decisión de la Corte Internacional de Justicia, siempre y cuando los Estados Partes en la controversia hayan aceptado en el momento de la firma o ratificación del presente Convenio o de la adhesión al mismo o en cualquier momento posterior la jurisdicción de la Corte respecto de esa controversia.

4. En caso de que los Estados Partes en la controversia pidan que ésta se someta a arbitraje obligatorio y la sometan a la decisión de la Corte Internacional de Justicia, tendrá precedencia el procedimiento ante la Corte.

5. En caso de controversia entre un Estado Parte que solicite asistencia de telecomunicaciones y una entidad no estatal u una organización intergubernamental que tenga su sede o domicilio fuera del territorio de ese Estado Parte acerca de la prestación de asistencia de telecomunicaciones en virtud del artículo 4, la pretensión de la entidad no estatal o de la organización intergubernamental podrá ser endosada directamente por el Estado Parte en el que dicha entidad no estatal u organización intergubernamental tenga su sede o domicilio como reclamación internacional en virtud del presente artículo, siempre que ello no sea incompatible con ningún otro acuerdo existente entre el Estado Parte y la entidad no estatal o la organización intergubernamental involucrada en la controversia.

6. Al proceder a la firma, ratificación, aceptación o aprobación del presente Convenio o al adherirse al mismo, un Estado podrá declarar que no se considera obligado por los procedimientos de solución de controversia previstos en el párrafo 3 arriba indicado. Los demás Estados Partes no estarán obligados por el procedimiento o los procedimientos de solución de controversias estipulados en el párrafo 3 con respecto al Estado Parte cuya declaración a tal efecto esté en vigor.

## Artículo 12

## Entrada en vigor

1. El presente Convenio estará abierto a la firma de todos los Estados Miembros de las Naciones Unidas o de la Unión Internacional de Telecomunicaciones en la Conferencia Intergubernamental sobre Telecomunicaciones de Emergencia en Tampere el 18 de junio de 1998 y, con posterioridad a esa fecha, en la Sede de las Naciones Unidas, en Nueva York, desde el 22 de junio de 1998 hasta el 21 de junio de 2003.

2. Todo Estado podrá manifestar su consentimiento en obligarse por el presente Convenio mediante:

a) la firma (firma definitiva);

b) la firma sujeta a ratificación, aceptación o aprobación, seguida del depósito de un instrumento de ratificación, aceptación o aprobación; o

c) el depósito de un instrumento de adhesión.

3. El Convenio entrará en vigor treinta (30) días después del depósito de los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión o de la firma definitiva por treinta (30) Estados.

4. El presente Convenio entrará en vigor para cada Estado que lo haya firmado definitivamente o haya depositado un instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión, una vez cumplido el requisito especificado en el párrafo 3 del presente artículo, treinta (30) días después de la fecha de la firma definitiva o de la manifestación del consentimiento en obligarse.

## Artículo 13

## Enmiendas

1. Todo Estado Parte podrá proponer enmiendas al presente Convenio, a cuyo efecto las hará llegar al depositario, el cual las comunicará para aprobación a los demás Estados Partes.

2. Los Estados Partes notificarán al depositario si aceptan o no las enmiendas propuestas dentro de los ciento ochenta (180) días siguientes a la recepción de las mismas.

3. Las enmiendas aprobadas por dos tercios de los Estados Partes se incorporarán a un Protocolo que se abrirá a la firma de todos los Estados Partes en la sede del depositario.

4. El Protocolo entrará en vigor igual que el presente Convenio. Para los Estados que lo hayan firmado definitivamente o hayan depositado un instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión y una vez cumplidos los requisitos estipulados al efecto, el Protocolo entrará en vigor treinta (30) días después de la fecha de la firma definitiva o de la manifestación del consentimiento en obligarse.

## Artículo 14

## **Reservas**

1. Al firmar definitivamente, ratificar o adherirse al presente Convenio o a una modificación del mismo, los Estados Partes podrán formular reservas.

2. Un Estado Parte podrá retirar en todo momento las reservas que haya formulado mediante notificación escrita al depositario. El retiro de una reserva surtirá efecto en el momento de su ratificación al depositario.

## Artículo 15

## **Denuncia**

1. Los Estados Partes podrán denunciar el presente Convenio mediante notificación escrita al depositario.

2. La denuncia surtirá efecto noventa (90) días después de la fecha de depósito de la notificación escrita.

3. A instancia del Estado Parte denunciante, en la fecha en que surta efecto la denuncia dejarán de utilizarse las copias de las listas de autoridades, de las medidas adoptadas y de los procedimientos existentes para reducir los obstáculos reglamentarios, que haya suministrado el Estado Parte que denuncie el presente Convenio.

## Artículo 16

## Depositario

El presente Convenio se depositará en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

## Artículo 17

## Textos auténticos

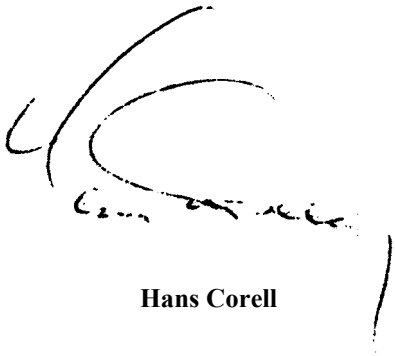
El original del presente Convenio, cuyos textos en árabe, chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, se depositará en poder del depositario. Sólo se abrirán a la firma en Tampere el 18 de junio de 1998 los textos auténticos en español, francés e inglés. El depositario preparará después lo antes posible los textos auténticos en árabe, chino y ruso.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Tampere Convention on the Provision of Telecommunication Resources for Disaster Mitigation and Relief Operations, adopted at Tampere, Finland on 18 June 1998, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets de catastrophe et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, adoptée à Tampere (Finlande), et dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques)



**Hans Corell**

**United Nations**
New York, 10 November 1998

**Organisation des Nations Unies**
New York, le 10 novembre 1998

*Publié par:*

**Union internationale des télécommunications**

Place des Nations – CH-1211 Genève 20 – Suisse